

“On est en train de créer le chaos”

■ Wathelet (CDH) rompt le silence et attaque le gouvernement Michel.

J'ai préféré me taire ces derniers temps. Mais ce que je vois, ce que je vis, m'effraie. On est en train de créer le chaos.” Message alarmiste de Melchior Wathelet, député CDH et vice-Premier ministre sortant. “Certains syndicats vont trop loin. Voyez ceux qui ont saccagé les fenêtres du siège du MR ce mardi matin. Mais, en face, dit-il, le gouvernement ne montre absolument pas le début du commencement d'un signe de compréhension envers les syndicats.” Le Verviétois attaque le gouvernement Michel sur plusieurs fronts.

1 La concertation. “Le gouvernement dit être attentif au dialogue social, mais il fait tout pour le rendre impossible... Il a déjà décidé du saut d'index, de l'augmentation de l'âge légal de la pension, des réductions de 2,1 milliards d'euros à la SNCB... Il veut bien discuter de tout cela, mais seulement à ses conditions! C'est comme demander à quelqu'un de vendre sa maison pour une bouchée de pain... En réalité, ils ne veulent pas de dialogue, pas de concertation sociale.”

Ceci dit, ce même reproche avait déjà été adressé par les

organisations syndicales au gouvernement Di Rupo, dont faisait partie le député humaniste... “C'est vrai, reprend-il. Mais je pense que les partenaires sociaux sentent une réelle différence. Nous, nous fixions une ligne à respecter et nous laissons une vraie place au dialogue. Aujourd'hui, ils disent laisser de la place à la concertation, mais à condition que les syndicats renoncent à tous leurs principes...”

“Et le nouveau gouvernement utilise les mêmes pratiques avec les Régions.” Exemple: “Sur le plan de la politique climatique, il va à l'encontre de ce qui avait été décidé par les trois Régions ensemble, la Flandre y compris.” A savoir le respect des objectifs européens pour 2020: 20% d'émissions de CO₂ en moins; 20% d'énergies renouvelables en plus; et 20% d'efficacité énergétique en plus. “Le fédéral ne retient plus que l'objectif de CO₂... Il s'aligne sur la position du Royaume-Uni, qui est totalement isolé sur la scène européenne. En tant que secrétaire d'Etat, j'avais défendu la position de la Belgique; une position avalisée par les quatre partis du gouvernement fédéral actuel... La N-VA également, en tant que membre du gouverne-

ment flamand.”

2 Le double discours. M. Wathelet dénonce “la logique dans laquelle s'inscrit le gouvernement: ‘Faites ce que je dis, pas ce que je fais.’ Tout le monde doit faire des efforts... sauf lui!”, accuse le parlementaire. “La première décision du gouvernement Di Rupo fut de raboter les salaires des ministres de 5%. Ici, rien...” Et de pointer aussi la taille du gouvernement (18 membres, contre 19 pour le précédent), alors “qu'il a perdu des compétences – transférées aux Régions – et qu'il ne compte plus que quatre partis au lieu de six”.

Autre exemple: “la ligne budgétaire”. “Quand je disais par le passé qu'il fallait assouplir la trajectoire d'assainissement des finances publiques, j'étais vilipendé par la N-VA. C'est pourtant ce que le gouvernement fait aujourd'hui. Je ne m'en plains pas. Mais quelle cohérence? A ce propos, il ne faut pas se tromper: augmenter l'âge de la pension sert uniquement à donner des gages suffisants à l'Europe en matière de réformes structurelles, justement, pour pouvoir assouplir la trajectoire.”

3 La SNCB. Si l'élu CDH raille la nouvelle ministre Jacqueline Galant (MR) pour ses égarements à propos des mon-

tants des économies à réaliser à la SNCB (“LLB” de lundi), il dénonce surtout un vice dans la répartition des compétences. “La ministre a la tutelle sur l'opérateur ferroviaire (la SNCB) et est en même temps le régulateur du secteur via sa compétence en matière de Mobilité. On ne met pas dans les mains du même ministre la régulation du marché et la tutelle sur une entreprise quasi monopolistique. Ce n'est pas sain! Et dire que c'est ce même gouvernement qui prône l'économie de marché et la libre concurrence...”

4 La fiscalité. “La réforme fiscale tant promise n'est pas là, constate M. Wathelet. Le seul avantage, c'est la hausse des frais forfaitaires. Mais cela ne concerne absolument pas les petits indépendants, qui, eux, déduisent des frais réels.” Concernant les entreprises, s'il se dit “bien entendu favorable à une baisse des charges patronales, elles devaient être conditionnées à des créations d'emplois”.

“Le problème de ce gouvernement, c'est qu'il a reproduit la méthode de Bart De Wever (N-VA): accepter de former un gouvernement fédéral avec le MR, mais seulement à ses conditions”, conclut Melchior Wathelet, qui continue à rester discret son avenir en politique.

Antoine Clevers

“En réalité, le gouvernement ne veut pas de dialogue, il ne veut pas de concertation sociale.”

MELCHIOR WATHELET
Député fédéral CDH